

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Environnement et du Logement;
Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 mai 1990 portant exécution du décret du 23 mai 1990 relatif à la délivrance de permis de chasse et de licences de chasse, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3. Sans préjudice des dispositions de l'article 4 de l'arrêté royal du 28 février 1977, les permis de chasse et les licences de chasse sont délivrés lorsque le demandeur présente la preuve du versement ou du virement de la taxe établie par l'article 18 du décret sur la chasse sur le compte 091-2206068,26 intitulé « Administratie Milieu, Natuur en Landinrichting (ANIMAL), Jachtverloven, Belliardsstraat 14-18, 1040 Brussel » et du paiement de la taxe provinciale éventuelle sur les permis de chasse et les licences de chasse.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, le demandeur qui ne réside pas en Belgique, présente un reçu délivré par l'administration de l'Environnement, de la Nature et de la Rénovation rurale.

Si le commissaire d'arrondissement refuse la délivrance d'un permis de chasse ou d'une licence de chasse, le demandeur peut exiger par écrit le remboursement de la taxe payée s'il peut présenter une attestation du commissaire d'arrondissement faisant apparaître qu'aucun permis de chasse ou de licence de chasse n'a été délivré à lui pour la saison à laquelle la taxe se rapporte.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a la rénovation rurale et la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,
N. DE BATSELIER

N. 94 — 2943 (94 — 2557)

13 JULI 1994. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 7 maart 1990 tot vaststelling van de voorwaarden van toekenning, van het bedrag en van de uitbetalingsmodaliteiten van de uitkeringen en het aanvullend loon van de gehandicapten die een beroepsopleiding, omscholing en herscholing volgen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 6 oktober 1994, Nederlandse tekst, op bladzijde 25428 onderaan, dient bij de ondertekening onder « De Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Gezondheidsinstellingen, Welzijn en Gezin » de naam « W. DEMEESTER-DE MEYER » te worden gelezen in plaats van « L. VAN DEN BRANDE ».

TRADUCTION

F. 94 — 2943 (94 — 2557)

13 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 mars 1990 fixant les conditions d'octroi, le montant de paiement d'allocations et compléments de rémunération des handicapés qui suivent une formation, réadaptation ou rééducation professionnelle. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 6 octobre 1994, texte néerlandais, en bas de la page 25428 (signature), il y a lieu de lire « De Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Gezondheidsinstellingen, Welzijn en Gezin, W. DEMEESTER-DE MEYER » au lieu de « L. VAN DEN BRANDE ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 94 — 2944

[C — 29451]

13 JUILLET 1994. — Décret portant agrément et subvention des centres d'archives privées en Communauté française de Belgique (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Définitions

Article 1er. Au sens du présent décret on entend par :

1° Archives privées : tous documents quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, produits ou reçus par toute personne physique ou morale, tout service, tout groupe de personnes et organisme de droit privé, documents qui présentent ou pourraient présenter un intérêt public notamment par leur valeur historique, culturelle, politique ou sociale;

(1) *Session 1993-1994.*

Document du Conseil. — N° 158-1 : Proposition de décret; N° 158-2 : Rapport.
Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 27 juin 1994. — Adoption. Séance du 28 juin 1994.

2° Centre d'archives privées : une association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921, qui, en Communauté française, fait preuve d'une activité réelle en matière de sauvegarde et d'exploitation du patrimoine archivistique des organisations sociales à savoir partis politiques, syndicats, mutuelles, coopératives, organisations de promotion socioculturelles des travailleurs, sociétés ouvrières ainsi que les archives de particuliers qui y sont relatives. Sont toutefois exclus les services d'archives liés à un musée, une université, une institution de recherche agréée, une bibliothèque publique ou à un organisme à but lucratif;

3° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

4° Conseil : le conseil des centres d'archives privées.

De l'agrément

Art. 2. Le Gouvernement agréé, après avis du service d'inspection visé à l'article 16 et du conseil, les Centres d'archives privées qui répondent aux conditions suivantes :

1° Recueillir, classer, inventorier et assurer la conservation physique des archives visées à l'article 1er soit sur place, soit en responsabilité de manière décentralisée.

2° Rendre ces archives accessibles au public dans le respect des conventions de don, de dépôt et de gestion qui les concernent et dans les délais légaux de protection de la vie privée des personnes.

3° Disposer d'un local de conservation et d'une salle de consultation des archives ouverte au public.

4° Attester d'une existence et d'une activité en la matière depuis au moins cinq ans à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

5° Disposer ou procéder à l'engagement d'une personne responsable de la conservation et de la consultation qui doit avoir les qualifications visées à l'article 3.

6° Fournir un aperçu des fonds et collections d'archives conservés ou traités, leur mode de classement et les instruments de recherche disponibles ainsi que le relevé des activités scientifiques, pédagogiques, de formation ou des publications des cinq dernières années.

De la subvention

Art. 3. Dans la limite des moyens budgétaires, le Gouvernement peut accorder des subventions traitement ou de fonctionnement aux centres d'archives privées agréées qui répondent aux conditions suivantes :

1° Disposer au minimum d'un responsable scientifique titulaire d'une licence en histoire délivrée par une université belge ou dont l'équivalence a été officiellement reconnue en vertu de la législation sur la collation des grades académiques;

2° Disposer au minimum d'un responsable administratif titulaire d'une licence en histoire délivrée par une université belge ou dont l'équivalence a été officiellement reconnue en vertu de la législation sur la collation des grades académiques, d'un gradué en bibliothéconomie ou d'un brevet de bibliothécaire-documentaliste délivré par la Communauté française;

3° Les institutions dont le personnel ne possède pas le titre requis mais justifie d'une expérience de cinq ans dans le secteur concerné peuvent, à titre transitoire, accéder à la subvention. Pour tout nouvel engagement, elles sont tenues de souscrire aux règles prescrites.

Art. 4. La subvention traitement comporte le ou les traitements bruts indexés majorés des allocations de foyer et de résidence, le pécule de vacances et les allocations de fin d'année tels que appliqués dans les établissements scientifiques de l'Etat, les cotisations que l'employeur est tenu de verser en application du régime légal de la sécurité sociale du secteur salarié.

Pour le calcul des subventions de traitement le Gouvernement de la Communauté française fixe les échelles de traitement et les conditions qui y sont liées. Le montant brut du traitement à prendre en considération ne peut d'une part, en ce qui concerne les membres du personnel ayant une fonction de responsable, être inférieur au traitement minimum d'un attaché et supérieur au traitement minimum d'un chef de travaux exerçant une fonction dirigeante et d'autre part, en ce qui concerne le personnel administratif, être inférieur au traitement minimum d'un commis et supérieur au traitement maximum d'un secrétaire d'administration, conformément au statut du personnel des établissements scientifiques de l'Etat. Les échelles de traitement sont liées à l'indice des prix à la consommation selon les modalités en vigueur pour le personnel de l'Etat.

La subvention de fonctionnement est établie par convention. Elle peut s'élever à 30 p.c. des frais de fonctionnement du centre d'archives privées avec un plafond défini par arrêté d'application.

Art. 5. L'octroi de la subvention fait l'objet d'une convention entre le Gouvernement et le centre d'archives privées bénéficiaire d'une durée de trois ans prenant cours au 1er janvier de l'année qui suit celle de sa signature.

Cette convention est renouvelable pour une même période dans l'année qui précède son expiration si le centre d'archives privées agréé a rempli les obligations prévues par ou en vertu du présent décret.

Art. 6. L'octroi d'une subvention en application du présent décret n'exclut pas du bénéfice de subventions accordées en vertu d'autres législations ou réglementations auxquelles satisferait le centre d'archives privées agréé.

De la suspension et du retrait de la subvention

Art. 7. Le centre d'archives privées agréé est tenu de rentrer chaque année un rapport moral, administratif et financier présentant les réalisations et projets.

Art. 8. Le centre d'archives privées agréé qui bénéficie de subventions en application du présent décret est soumis aux dispositions des articles 55 à 58 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 ainsi qu'aux obligations fixées par le Gouvernement par ou en vertu du présent décret. Mention de ces obligations est faite dans la convention visée à l'article 5.

Art. 9. La liquidation de la subvention se fait selon les modalités fixées dans la convention visées à l'article 5.

La liquidation de la subvention peut être suspendue par le Gouvernement si le centre d'archives privées agréé ne répond pas aux conditions fixées par ou en vertu du présent décret.

La suspension ne peut être prononcée qu'après que le centre d'archives privées agréé ait été mis en demeure, par lettre recommandée à la poste, de se mettre en conformité aux dispositions prévues par ou en vertu du présent décret.

Un délai de trois mois doit séparer la mise en demeure susvisée et la décision de la suspension de la subvention, cette dernière est notifiée par lettre recommandée à la poste.

Art. 10. Le bénéfice de la subvention est retiré au centre d'archives privées agréé qui ne démontre pas s'être mis en conformité aux dispositions prévues par ou en vertu du présent décret dans un délai de six mois prenant cours le lendemain de l'envoi de la décision de suspension visée à l'article 9.

Le retrait est notifié par le Gouvernement au centre d'archives privées par lettre recommandée à la poste.

Art. 11. Le retrait de la subvention entraîne le retrait de l'agrément. Aucune nouvelle agrément du centre d'archives privées ne peut être accordée avant l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de la notification visée à l'article 10.

Du conseil du centre d'archives et de l'inspection

Art. 12. Il est créé un conseil des centres d'archives privées. Il émettra d'initiative ou à la demande du Gouvernement des avis et recommandations en matière de normalisation technique, de conditions de conservation et de communication des documents. Il garantira la cohérence scientifique des centres agréés. Il se réunit au moins deux fois par an. Il peut créer en son sein des commissions techniques.

Il est composé d'un responsable scientifique de chacun des centres d'archives privées agréés, de deux représentants de la Direction générale de la Culture et de la Communication, de deux personnalités reconnues pour leurs compétences en archivistique contemporaine et du ministre qui a la Culture dans ses attributions ou de son représentant.

Art. 13. Le conseil est présidé par le ministre qui a la Culture dans ses attributions ou son représentant.

Le conseil adopte son règlement d'ordre intérieur. Sauf s'il a été adopté en présence du ministre qui a la Culture dans ses attributions, il est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 14. Les membres sont nommés pour une période de quatre ans par le Gouvernement. Les mandats sont gratuits et renouvelables. Les frais de fonctionnement sont à charge de la Direction générale de la Culture et de la Communication du Ministère de la Culture et des Affaires sociales qui en assure le secrétariat.

Pour la première nomination du conseil, le Gouvernement nomme, au titre de responsables des centres d'archives privées agréés, six personnalités scientifiques représentatives de centres d'archives privées existants.

Art. 15. Le Gouvernement détermine, après avis du conseil visé à l'article 12, la normalisation technique, les conditions de conservation et de communication des documents.

Art. 16. La Direction générale de la Culture et de la Communication assure l'inspection des centres d'archives privées et veille à l'application du décret.

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 1994.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audi-visuel,
Ph. MAHOX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 94 — 2944

[C — 29451]

13 JULI 1994. — Decreet houdende erkenning en subsidiëring
van de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Definities

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Private archieven : alle bescheiden, ongeacht hun datum, hun vorm en hun materiële drager, die worden verstrekt of ontvangen door elke natuurlijke of rechtspersoon, elke dienst, elke groep van personen en elke privaatrechtelijke instelling, en die een openbaar belang hebben of zouden kunnen hebben inzonderheid op grond van hun historische, culturele, politieke of sociale waarde;

2° Centrum voor private archieven : een vereniging zonder winstoogmerk in de zin van de wet van 27 juni 1921, die in de Franse Gemeenschap het bewijs levert dat zij een werkelijke bedrijvigheid waarneemt op het gebied van bewaring en exploitatie van het archivalische patrimonium van de sociale organisaties, dit zijn de politieke partijen, vakbonden, ziekenfondsen, coöperatieve vennootschappen, organisaties voor socio-culturele promotie van arbeiders, arbeidersmaatschappijen, alsook de archieven van particulieren die hierop betrekking hebben. Uitgesloten worden echter de archiefdiensten die verbonden zijn met een museum, een universiteit, een erkende onderzoeksinstituut, een openbare bibliotheek of een instelling met winstoogmerk;

3° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

4° Raad : de raad voor de centra voor private archieven.

(1) *Zitting 1993-1994.*

Stukken van de Raad. — Voorstel van decreet, nr. 158-1. — Verslag, nr. 158-2.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 27 juni 1994. — Aanneming. Vergadering van 28 juni 1994.

De erkenning

Art. 2. Na advies van de in artikel 18 bedoelde inspectiedienst en van de raad, erkent de Regering de centra voor private archieven die voldoen aan volgende voorwaarden :

1° De in artikel 1 bedoelde archieven ofwel ter plaatse ofwel verantwoordelijk op een gedecentraliseerde wijze verzamelen, classificeren, inventariseren en materieel bewaren.

2° Die archieven toegankelijk voor het publiek maken met inachtneming van de afspraken inzake schenking, neerlegging en beheer die op deze betrekking hebben en binnen de wettelijke termijnen inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

3° Over een lokaal voor bewaring en een zaal voor raadpleging van de archieven, die toegankelijk is voor het publiek, beschikken.

4° Het bewijs leveren dat zij bestaan en dat zij een activiteit op dat gebied uitoefenen sedert ten minste vijf jaar op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

5° Over een persoon beschikken of een persoon aanwerven die verantwoordelijk is voor de bewaring en de raadpleging, en die de in artikel 3 bedoelde kwalificaties moet hebben.

6° Een overzicht van de bewaarde of verwerkte archieffondsen en -verzamelingen, de wijze waarop zij worden geïndexeerd en de beschikbare zoekinstrumenten alsook een overzicht van de wetenschappelijke, pedagogische, vormingsactiviteiten of publicaties van de laatste vijf jaar, verstrekken.

De subsidie

Art. 3. Binnen de perken van de begrotingsmiddelen, kan de Regering wedde- of werkingssubsidies toekennen aan de erkende centra voor private archieven die voldoen aan volgende voorwaarden :

1° Beschikken over ten minste een wetenschappelijk verantwoordelijke, houder van een diploma van licentiaat in de geschiedenis uitgereikt door een Belgische universiteit of waarvan de gelijkwaardigheid officieel werd erkend krachtens de wetgeving op het toekennen van de academische graden;

2° Beschikken over ten minste een administratief verantwoordelijke, houder van een diploma van licentiaat in de geschiedenis uitgereikt door een Belgische universiteit of waarvan de gelijkwaardigheid officieel werd erkend krachtens de wetgeving op het toekennen van de academische graden, van een grauaat in de bibliothecarische wetenschap of van een brevet van bibliothecaris-documentalist uitgereikt door de Franse Gemeenschap;

3° De instellingen waarvan het personeel niet het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit maar het bewijs levert van een ervaring van vijf jaar in de betrokken sector, kunnen bij wijze van overgangsmaatregel, aanspraak maken op de subsidie. Voor elke nieuwe aanwerving moeten zij de voorgeschreven regels in acht nemen.

Art. 4. De weddesubsidie omvat de geïndexeerde bruto-wedde of wedden, verhoogd met de haard- en standplaatsstoelagen, het vakantiegeld en de eindejaarstoelagen zoals die van toepassing zijn in de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, de bijdragen die de wetgever moet storten bij toepassing van het wettelijk stelsel van de sociale zekerheid in de sector van de loontrekkenden.

Voor de berekening van de weddesubsidies, bepaalt de Regering van de Franse Gemeenschap de weddeschalen en de daarmee verbonden voorwaarden. Het in aanmerking te nemen bruto-bedrag van de wedde kan enerzijds, voor de personeelsleden met beleidsverantwoordelijkheid, niet lager zijn dan de minimumwedde van een attaché en niet hoger zijn dan de minimumwedde van een werkleider met leidende functie, en anderzijds, voor het administratief personeel, niet lager zijn dan de minimumwedde van een klerk en niet hoger zijn dan de maximumwedde van een bestuurssecretaris, overeenkomstig het statuut van het personeel van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat. De weddeschalen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de modaliteiten die van toepassing zijn voor het personeel van de Staat.

De werkingssubsidie wordt door middel van een overeenkomst vastgesteld. Ze kan 30 pct. bedragen van de werkingkosten van het centrum voor private archieven, met een maximum dat bij een toepassingsbesluit wordt bepaald.

Art. 5. De subsidie wordt toegekend in het kader van een overeenkomst tussen de Regering en het centrum voor private archieven dat deze geniet voor een periode van drie jaar ingaande 1 januari van het jaar dat volgt op het ondertekeningsjaar.

Die overeenkomst kan worden hernieuwd voor eenzelfde periode in het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin zij verstrijkt, indien het erkende centrum voor private archieven heeft voldaan aan de verplichtingen die bij of krachtens dit decreet bepaald zijn.

Art. 6. Het erkende centrum voor private archieven dat een subsidie bij toepassing van dit decreet ontvangt, wordt niet uitgesloten van het genot van subsidies die zouden worden toegekend krachtens een andere wetgeving of regeling waaraan het zou voldoen.

Schorsing en intrekking van de subsidie

Art. 7. Het erkende centrum voor private archieven is ertoe gehouden een zedelijk, administratief en financieel verslag, dat de verwezenlijkte en niet verwezenlijkte projecten voorstelt, jaarlijks in te dienen.

Art. 8. Het erkende centrum voor private archieven dat subsidies geniet bij toepassing van dit decreet valt onder de bepalingen van de artikelen 55 tot 58 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscapaciteit als ook onder de verplichtingen die bij of krachtens dit decreet worden vastgesteld. Van die verplichtingen moet in de in artikel 5 bedoelde overeenkomst melding worden gemaakt.

Art. 9. De subsidie wordt uitbetaald volgens de in de overeenkomst nader bepaalde regels, zoals bedoeld in artikel 5.

De uitbetaling van de subsidie kan door de Regering worden geschorst indien het erkende centrum voor private archieven niet meer voldoet aan de bij of krachtens dit decreet vastgestelde voorwaarden.

De schorsing kan alleen worden uitgesproken nadat het erkende centrum voor private archieven, bij een ter post aangetekend schrijven, in gebreke werd gesteld zich naar de bij of krachtens dit decreet vastgestelde bepalingen te schikken.

Tussen de bovenvermelde ingebrekestelling en de beslissing tot schorsing van de uitbetaling van de subsidie moet er een termijn van drie maanden zijn; van deze beslissing wordt bij een ter post aangetekend schrijven kennis gegeven.

Art. 10. Het erkende centrum voor private archieven verliest het genot van de subsidie indien het niet kan bewijzen dat het zich heeft geschikt naar de bij of krachtens dit decreet vastgestelde bepalingen binnen een termijn van zes maanden die ingaat op de dag na de verzending van de in artikel 9 bedoelde beslissing tot schorsing.

Van de intrekking van de subsidie wordt aan het centrum voor private archieven door de Regering kennis gegeven bij een ter post aangetekend schrijven.

Art. 11. De intrekking van de subsidie heeft de intrekking van de erkenning tot gevolg. Er kan geen nieuwe erkenning van het centrum voor private archieven worden toegekend voor het verstrijken van een termijn van vijf jaar vanaf de datum van de in artikel 10 bedoelde kennisgeving.

De raad voor de archiefcentra en de inspectie

Art. 12. Er wordt een raad voor de centra voor private archieven opgericht. Op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering geeft hij adviezen en aanbevelingen inzake technische normalisatie, voorwaarden voor bewaring en mededeling van bescheiden. Hij zorgt voor de wetenschappelijke coherentie van de erkende centra. Hij vergadert ten minste twee keer per jaar. Hij kan in zijn midden technische commissies oprichten.

Hij is samengesteld uit een wetenschappelijk verantwoordelijke van elk van de erkende centra voor private archieven, twee vertegenwoordigers van de Algemene Directie voor Cultuur en Communicatie, twee personen aangewezen op grond van hun bevoegdheid op het gebied van hedendaagse archiefwetenschap en de minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort of zijn vertegenwoordiger.

Art. 13. De raad wordt voorgezeten door de minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort of zijn vertegenwoordiger.

De raad keurt zijn huishoudelijk reglement goed. Als dit reglement niet in het bijzijn van de minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort, werd goedgekeurd, wordt het aan de Regering ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 14. De leden worden voor een periode van vier jaar door de Regering benoemd. De mandaten zijn kosteloos en hernieuwbaar. De werkingskosten zijn ten laste van de Algemene Directie voor Cultuur en Communicatie van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, die er het secretariaat van waarneemt.

Voor de eerste benoeming van de raad, benoemt de Regering, als verantwoordelijken voor de erkende centra voor private archieven, zes wetenschapsmensen die representatief zijn voor bestaande centra.

Art. 15. Na advies van de in artikel 12 bedoelde raad, bepaalt de Regering de technische normalisatie, de voorwaarden voor bewaring en mededeling van de bescheiden.

Art. 16. De Algemene Directie voor Cultuur en Communicatie zorgt voor de inspectie van de centra voor private archieven en voor de toepassing van het decreet.

Art. 17. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Gegeven te Brussel, 13 juli 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met de ambtenarenzaken, het kindervelzijn en de gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en van de Audiovisuele Sector,
Ph. MAHOUX

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 94 — 2945

9. MAI 1994. — Dekret bezüglich Genehmigung, Anerkennung und Subsidierung von Aufnahmestrukturen für Senioren (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, die Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen und Genehmigung

Artikel 1. Vorliegendes Dekret ist auf die öffentlichen und privaten Träger von Einrichtungen anwendbar, die Personen über 80 Jahre in gemeinschaftlicher Form betreuen und/oder beherbergen.

Die Regierung kann in Einzelfällen Abweichungen von dieser Altersgrenze gewähren, um die Aufnahme einer Person, die das sechzigste Lebensjahr noch nicht vollendet hat, oder von Paaren, von denen nur einer der beiden Partner das sechzigste Lebensjahr vollendet hat, zu ermöglichen.

Die Einrichtungen, auf die das Dekret Anwendung findet, werden wie folgt definiert:

— Altenheim und Alten- und Pflegeheim: Einrichtung, die vier Personen und mehr in gemeinschaftlicher Form beherbergt und die für deren Unterbringung, Ernährung, Pflege und/oder medizinische Betreuung sorgt.

— Betreute Wohnungen: Einrichtung, die in einem oder mehreren Gebäuden Einzelwohnungen sowie ein von den Senioren frei in Anspruch zu nehmendes Dienstleistungsangebot beinhaltet. Betreute Wohnungen sind einem Altenheim oder einem Alten- und Pflegeheim angegliedert, außer wenn ein gleichwertiges Dienstleistungsangebot in der Nähe gewährleistet werden kann.

(1) Sitzungsperiode 1993-1994.

Dokumente des Rates. — Dekretentwurf 106 (1993-1994), Nr. 1. Abänderungsvorschläge 106 (1993-1994), Nr. 2-6. Bericht 106 (1993-1994), Nr. 7. Abänderungsvorschlag zu dem vom Ausschuss angenommenen Text 106 (1993-1994), Nr. 8.

Ausführlicher Bericht. — Diskussion und Abstimmung. Sitzung vom 9. Mai 1994.